

L'opposition togolaise

Est-ce vraiment une famille comme l'affirme le Dr Georges William Kuessan ?



PAGE 3

INCLUSION FINANCIERE



Echos des bénéficiaires des Produits FNFI

Tona AGAYI : « Plus je rembourse, je renforce mes chances de grandir dans la chaîne de l'inclusion financière »

PAGE 2

ETRANGER



Côte d'Ivoire

Rencontre entre les deux ex-présidents Gbagbo et Bédié à Bruxelles

La première rencontre depuis 10 ans entre les deux anciens ennemis les ex-présidents ivoiriens Henri Konan Bédié et Laurent Gbagbo, lundi à Bruxelles, annonce sans doute la ...

PAGE 4

Effets du changement climatique

Menaces de criquets pèlerins sur le Yemen et la corne de l'Afrique

Dans une récente interpellation rendue publique le 25 juillet dernier, l'Organisation des ...

PAGE 10



Résultats du concours de recrutement du personnel médical

Le gouvernement joint les actes à la parole

Enfin! dirait l'autre. Les résultats du concours de recrutement de personnel médical, paramédical, administratif et d'appui sont connus depuis hier, une semaine après la promesse faite par le Premier ministre Komi Selom Klassou aux syndicats des travailleurs du secteur de la santé. Bien que la proclamation ...

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Lutte contre les braquages : la traque a-t-elle commencé ?

Les autorités sécuritaires du Togo sont-elles enfin sur le point d'apporter la réponse qu'il faut à la série de braquages que l'on a connus ces dernières semaines ? En tout cas, c'est l'impression que l'on a au vu des événements qui se sont déroulés en fin de semaine dernière à Lomé. En effet, pris en filature par des forces du Groupe d'intervention de la police nationale (GIPN), deux braqueurs récidivistes ont fini aux portes du « cimetière » comme se faisait appeler l'un d'entre eux. Comme on pouvait s'y attendre, ce sont des consommateurs de drogue. En plus ils opèrent à dos d'une moto non immatriculée. Lors de la poursuite, les forces de l'ordre n'ont pas eu d'autres choix que d'ouvrir le feu lorsque monsieur « cimetière » a décidé de tirer sur ces derniers. L'on comprend aisément la psychologie de ces individus...

PAGE 3

Alimentation scolaire

Un nouveau financement et un nouveau cadre juridique

Le gouvernement togolais veut mettre en place un cadre juridique dans le cadre de l'alimentation scolaire. Ce cadre vise à réglementer ce secteur et à favoriser ...

PAGE 5



	<p>SOMMAIRE</p> <p>Guinée Au moins quatre personnes meurent dans un éboulement sur un site aurifère</p>  <p>P4</p>	<p>Mines Bientôt un nouveau code</p>  <p>P5</p>	<p>Préservation de la planète Elle continue d'envoyer désespérément des signaux d'alerte</p>  <p>P10</p>	<p>« Dunenyu Za » L'édition 2019 lancée</p>  <p>P11</p>
---	---	--	--	---

Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI

Tona AGAYI : « Plus je rembourse, je renforce mes chances de grandir dans la chaîne de l'inclusion financière »

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique "Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI", votre Journal Togo Matin vous conduit à Lomé, notamment dans le quartier Agoe Logopé, pour mettre sous les feux de la rampe les témoignages de AGAYI Tona, qui après avoir obtenu les quatre cycles du crédit Accès des Pauvres aux Services Financiers peut aujourd'hui consolider son activité grâce au Produit d'Accompagnement Spécial du Fonds National de la Finance Inclusive. Retour sur le parcours de cette trentenaire qui aujourd'hui est heureuse d'être plus autonome.



Tona AGAYI

Aujourd'hui nombreux sont les bénéficiaires qui grâce à leur

motivation et détermination ont pu obtenir avec succès, les quatre cycles du crédit

APSEF, les deux cycles de AJSEF ou encore les deux cycles du crédit agricole.

Mais l'histoire ne peut pas s'arrêter en si bon chemin, d'autres produits ont été mis en route afin de pouvoir aider les bénéficiaires à pouvoir consolider leurs activités. C'est le cas notamment de AGAYI Tona, qui a au cours des deux dernières années bénéficié de APSEF 1, APSEF2, APSEF 3 puis APSEF 4 qui lui ont permis de démarrer une activité génératrice de revenus.

"Une fois tous mes cycles de crédit soldés, j'avais besoin de passer à échelle mon activité avec une intention de diversification. Dans une ville où la mode vestimentaire a pris le dessus, je ne pouvais résister à la tentation. Depuis toujours j'avais toujours envie de pouvoir vendre de la friperie. J'avais besoin d'au moins 100.000 FCFA afin de pouvoir acheter deux ou trois ballots de premier choix pour pouvoir exposer pour la vente. Je me suis alors mis à explorer toutes les opportunités que j'avais pour pouvoir contracter un microcrédit. Après plusieurs tentatives sans succès, je suis allé demander conseils à mes agents de crédits à PADES Microfinance. C'est justement dans cette Institution de Microfinance Partenaire du FNFI dans la distribution des produits que j'ai été informée de la possibilité pour moi de pouvoir avoir accès au Produit d'Accompagnement Spécial qui pouvait justement me permettre de consolider mon activité, et par ricochet pouvoir accroître mes revenus."

Tona voit désormais

une opportunité à saisir, très vite elle remplit avec succès toutes les formalités administratives indispensables avant le déblocage du crédit afin de pouvoir rentrer en possession de son précieux sésame qui lui permettrait de mettre en route son activité.

"Après toutes les étapes de formation, j'ai alors obtenu un crédit de 100.000 FCFA. Cette somme m'a permis de pouvoir acheter 3 ballots de premier choix comme vous le voyez, et que j'expose ici. Vous n'êtes pas sans savoir que Lomé ne résiste pas à la mode vestimentaire. C'est donc de manière assez normale que tout le monde veut être à la mode et être bien habillée. Vu que les choses ne sont pas chères, j'ai assez de clientèle. Je parviens à vendre une bonne quantité chaque jour. Je ne perds pas de vue que c'est un crédit que j'ai reçu et que je dois rembourser après une période donnée. Donc je mets toutes les chances de mon côté pour pouvoir honorer mes engagements vis-à-vis des remboursements. Car selon moi, plus je rembourse, non seulement je renforce mes chances de grandir dans la chaîne de l'inclusion financière, mais aussi cela me permet également à d'autres personnes de pouvoir avoir accès au crédit. C'est avec assez de sourire et de joie que je peux aujourd'hui affirmer que grâce au FNFI je suis plus insérée dans le tissu du développement de mon pays."

KD



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari

Responsable web:
Carlos Amevor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Alexandre Wémima
Edem Dadzie

Edodji Nadia

Attipoe Edem Kodjo

Responsable administrative:
Gloria Léma Yagla

Service commercial:
DIRECT AGENCE
Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : Togo Express

Tirage : (2000 exemplaires)

DERNIERES HEURES

...Une personne qui se fait appeler « cimetièrre », n'a visiblement aucun respect pour la vie et s'en fout des conséquences de ses actes.

Même si l'intention première des forces de l'ordre n'est sans doute pas de mettre fin à leur existence, beaucoup de Togolais seront

assurément soulagés de voir que cela fait deux de moins dans la nature. Mais, combien sont-ils encore à courir nos rues sans que l'on puisse soupçonner quoi que ce soit ?

Ils doivent être encore très nombreux et surtout plus redoutables ces criminels qui sont encore en liberté, que ce soit sur le territoire national ou en dehors. Si l'on tient compte des braquages qui ont eu

lieu, les armes utilisées et surtout l'efficacité des braqueurs, l'on ne peut pas en douter.

Alors la police vient-elle de leur lancer un défi, un avertissement ? La traque vient-elle de commencer ? Il est vrai que ce n'est pas la première fois pour les forces de l'ordre et de sécurité d'obtenir des résultats sur le terrain. Des individus malveillants

ont été arrêtés il y a quelques semaines. Beaucoup d'autres actions ne sont sans doute pas médiatisées.

Toutefois, les Togolais attendent forcément plus que ce que les forces de l'ordre viennent de faire. Ils espèrent des actions plus spectaculaires, des résultats plus éclatants. Pas forcément en les envoyant de l'autre côté,

mais en mettant fin au phénomène par la mise à la disposition de la justice de ces individus. Pour l'instant, les cas de notre ami « cimetièrre » et son compagnon vont servir de leçon aux autres candidats à « la mission suicide ». Mais il revient aussi aux Togolais de se montrer plus prudents et de collaborer avec les forces de l'ordre.

Edem Dadzie

Résultats du concours de recrutement du personnel médical

Le gouvernement joint les actes à la parole

Enfin! dirait l'autre. Les résultats du concours de recrutement de personnel médical, paramédical, administratif et d'appui sont connus depuis hier, une semaine après la promesse faite par le Premier ministre Komi Selom Klassou aux syndicats des travailleurs du secteur de la santé. Bien que la proclamation de ces résultats donne un certain baume au cœur des syndicats, il convient de dire que ce n'était pas tôt.

Il a fallu plus de sept mois d'attente, de patience et de battement de chamade pour le cœur de ces milliers de candidats au dernier concours de recrutement national de la fonction publique pour le compte du ministère de la santé et de l'hygiène publique. Hier, 555 heureuses personnes viennent d'être recrutées à l'issue dudit concours organisé en décembre, dont 129 sages-femmes. Non seulement, il a fallu aux candidats à ce concours d'attendre aussi longuement pour connaître les résultats, il a aussi et surtout fallu cette salubre reprise de langue entre le gouvernement et les syndicats des personnels de santé. Ces derniers déplorent depuis des années un manque d'effectifs et réclament de

meilleures conditions de travail et la modernisation des hôpitaux et des dispensaires. Ils viennent d'obtenir partiellement satisfaction, preuve de la vertu du dialogue.

La publication des résultats de ce concours a pris du temps, mais cela a été publié, comme promis par le gouvernement. C'est un fait ! Une nouvelle fois, le Premier ministre Komi Selom Klassou et les membres du gouvernement ont prouvé qu'ils sont à l'écoute des besoins de la population et disponibles à satisfaire les revendications des syndicats dans leur ensemble. Le gouvernement a surtout prouvé qu'il sait respecter sa parole. La fameuse phrase du chef du gouvernement, « Je fais ce que je dis et je fais ce qui doit être fait

», n'était donc pas des paroles jetées comme de la poudre aux yeux.

A l'instar de la publication des résultats de ce concours, beaucoup d'autres choses seront réalisées en plus de celles qui le sont déjà, afin de faire du système de santé togolais, un système résilient et qui a à cœur, le bien-être des populations et bien entendu, celui du personnel soignant également. Au rang des promesses du gouvernement, l'on peut citer l'organisation très prochainement d'un autre concours national de recrutement de la fonction publique pour le compte du ministère de la santé et de l'hygiène publique, de l'amélioration des conditions de vie des fonctionnaires et techniciens du secteur de la santé, du projet d'équipement de plusieurs centres hospitaliers de matériels médicaux dont des scanners.

Défis....

Ne nous leurrons pas, les défis à relever en matière

sanitaire sont encore énormes dans notre pays. Par exemple, la situation des infrastructures et des équipements qui a subi de plein fouet les effets des difficultés socioéconomiques que connaît le pays depuis plusieurs années. Le taux de couverture des populations (pourcentage de la population vivant dans un rayon de 5 km des services de santé) est estimé à 60%, « le profil de santé du pays », réalisé par l'OMS dans les années 2000. Cependant, l'utilisation effective des services de santé publics s'est considérablement réduite au cours des dernières années en raison de la dégradation continue des infrastructures et équipements, de la pénurie des consommables, de la démotivation du personnel ainsi que du coût relativement élevé des prestations.

Les ressources humaines constituent un véritable goulot d'étranglement pour le système de santé du Togo face à une pénurie

grave de personnel en quantité et en qualité. Dans le secteur public, le ratio nombre d'habitants pour un médecin est passé de 11 700 en 1988 à 25 022 en 2001 et celui du nombre d'habitants pour un infirmier de 2 700 en 1988 à 5988 en 2001. Ces chiffres se sont ainsi largement éloignés des normes préconisées par l'OMS et qui sont de 1 médecin pour 10 000 habitants et 1 infirmier pour 5 000 habitants. Selon l'enquête réalisée en août 2002 par la Direction de la Planification, de la Formation et de la Recherche, 56% seulement des USP disposent du personnel qualifié (au moins 1 infirmier diplômé d'Etat (IDE)).

Face à tous ces maux, le gouvernement tente - non sans peine - un important projet de contractualisation des hôpitaux depuis quelques années. Malgré les premiers résultats encourageants, ce projet demeure une autre source de discordance entre le gouvernement et les syndicats.

Rachidou Zakari et Dieudonné Korolakina

L'opposition togolaise

Est-ce vraiment une famille comme l'affirme le Dr Georges William Kuessan ?

Lors d'une nouvelle sortie médiatique hier matin, le Dr Georges William Kuessan, président du parti politique Santé du peuple déclarait que « l'opposition est une famille ». Mais une question se pose : le médecin-politicien y croit-il lui-même ? En effet, les liens familiaux ne se décrètent pas, mais se remarquent par les actes posés.

Une famille peut se constituer par les liens de sang. C'est la forme que l'on connaît le plus dans nos sociétés. Mais d'autres formes de liens

familiaux peuvent naître sur la base d'intérêts communs ou de visions communes. Alors, au vu de son histoire et des faits passés et présents, peut-on

considérer l'opposition togolaise comme une famille ? Avouons-le, il est vraiment difficile de répondre à cette question. Mais réfléchissons-y un peu.



Dr Georges William Kuessan

L'opposition togolaise malgré sa volonté affichée, n'a jamais

réussi à maintenir des liens assez soudés ...

Suite à la page 11

Côte d'Ivoire**Rencontre entre les deux ex-présidents Gbagbo et Bédié à Bruxelles**

La première rencontre depuis 10 ans entre les deux anciens ennemis les ex-présidents ivoiriens Henri Konan Bédié et Laurent Gbagbo, lundi à Bruxelles, annonce sans doute la création d'un front contre le camp de l'actuel président Alassane Ouattara pour la présidentielle de 2020.

**Bédié et Gbagbo**

Bédié (1993-1999, 85 ans) et Laurent Gbagbo (2000-2011, 74 ans), qui attend en Belgique une décision de la Cour pénale internationale, se sont rencontrés lundi à Bruxelles pour la première fois depuis 2010 et la crise post-électorale qui avait fait plus de 3.000 morts après le refus de Gbagbo d'admettre sa défaite face à Ouattara.

Ironie: Bédié avait apporté son soutien à l'actuel président Alassane

Ouattara contre Gbagbo au deuxième tour de la présidentielle de 2010. Il a été un allié du président Ouattara, son parti, le PDCI (Parti démocratique de Côte d'Ivoire), participant activement à la coalition au pouvoir jusqu'en 2018. Cette coalition a explosé parce que le président Bédié estimait que la coalition devait soutenir un candidat du PDCI en 2020.

"Cette rencontre augure probablement d'une alliance électorale. Il y a des zones

de désaccord forcément mais on tait ces zones pour s'unir contre Ouattara. C'est du Tout sauf Ouattara ou son successeur", estime le consultant Yves Ouya. "Historiquement, deux partis ont besoin de s'allier contre le troisième pour gagner".

"Le Tout sauf Ouattara est une évidence pour les gens du FPI (Front populaire ivoirien, le parti de Gbagbo) depuis 2010. Pour le PDCI, ils s'estiment floués et veulent désormais être au pouvoir

sans le parti de Ouattara", explique-t-il.

"Cette rencontre a un fort écho car les gens sont inquiets qu'il y ait un remake de 2010", souligne M. Ouya. "Là on se retrouve 10 ans après avec les mêmes, avec juste un glissement d'un parti vers l'autre. C'est un échec de génération".

Lors de leur entretien, Henri Konan Bédié "s'est particulièrement réjoui de l'acquiescement du président Laurent Gbagbo et lui a vivement souhaité un retour rapide en Côte d'Ivoire", selon un communiqué commun signé de leurs deux partis.

Acquitté par la Cour pénale internationale, M. Gbagbo, qui était poursuivi pour crimes contre l'humanité, est actuellement en liberté conditionnelle à Bruxelles en attendant un éventuel procès en appel.

Réforme de la commission électorale

Les deux anciens chefs d'Etat ont demandé "la libération de tous les prisonniers politiques, civils et militaires, et le retour en sécurité de tous les exilés". "Dans le cadre de l'organisation d'élections justes, transparentes et équitables en 2020", les deux hommes "ont appelé le gouvernement à procéder

à une réforme profonde de la Commission électorale indépendante (CEI) afin qu'elle puisse contribuer significativement à la consolidation de la paix sociale en Côte d'Ivoire".

L'actuelle réforme de la CEI, qui doit être entérinée dans les prochains jours par l'Assemblée nationale, est décriée par l'opposition qui juge qu'elle ne présente pas les garanties d'indépendance suffisantes.

La crédibilité de la CEI est jugée cruciale en vue de la présidentielle de 2020 qui s'annonce tendue, dix ans après la crise post-électorale ivoirienne.

Pour Jean Alabro, politologue, cette alliance, "même si elle ne donne pas lieu à un pacte électoral", montre que les opposants "ne veulent pas forcément une belle mariée mais le départ de Ouattara. Ca envoie un signal à tous ceux qui veulent son départ. C'est une dynamique qui se met en marche pour faire partir Ouattara ou son successeur".

Du côté du pouvoir ou de la coalition Rassemblement des houphouétistes pour la démocratie et la paix (RHDP), aucune réaction n'était disponible dans l'immédiat.

AFP**Guinée****Au moins quatre personnes meurent dans un éboulement sur un site aurifère**

Un éboulement de terrain sur un site aurifère dans le nord-est de la Guinée fait au moins quatre morts.

"Au moins quatre personnes ont péri dans un éboulement de terrain sur une mine d'or dans la sous-préfecture de Kintinian, dans la région de Siguiri (nord-est) samedi soir", a affirmé Mamadi Magassouba, un notable de Kintinian. Le bilan de l'éboulement a été confirmé par la gendarmerie et un agent de la Croix-Rouge locale.

Les quatre victimes comprennent une maman et sa fillette de deux ans.

Deux blessés ont également été conduits à l'hôpital de Siguiri, une ville située à environ 600 km de la capitale Conakry, selon les mêmes sources.

"Les victimes travaillaient dans une ancienne mine d'or interdite d'exploitation en raison des risques d'éboulement qu'elle présentait" à cause de fortes pluies, "mais les gens se cachaient pour aller dans les galeries", a indiqué l'agent de la Croix-Rouge.

**Des orpailleurs**

Au moins 17 orpailleurs clandestins avaient été tués en février dans une mine près de Niorassoba, à quelque 35 km de Siguiri.

Les éboulements sur des sites aurifères sont fréquents et souvent meurtriers en Guinée.

Les mineurs clandestins viennent, outre la Guinée, du Mali, du Sénégal, du Burkina Faso, du Liberia et de Côte d'Ivoire.

La région de Siguiri compte à elle seule plus de 20.000 orpailleurs, selon des

sources officielles.

Bien que le sous-sol de la Guinée regorge de minerais (bauxite, diamant et or), la majorité de la population est confrontée à d'importants problèmes de survie quotidienne.

Mines**Bientôt un nouveau code**

Le Togo s'apprête à mettre à jour son code minier qui date de plusieurs années. L'annonce a été faite la semaine dernière en Conseil des ministres. La mesure vise selon le gouvernement togolais à permettre au Togo de se conformer aux normes de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa) et à limiter les pertes énormes de ressources.

Certains pays de l'Uemoa ont déjà révisé les droits fixes et les redevances minières. Selon le Conseil des ministres « le code minier togolais, dans sa rédaction issue de la modification de 2003, n'a pas abouti à une révision réelle des droits fixes et des redevances minières contrairement à ce qui s'est fait dans les autres Etats membres de l'Uemoa sur lesquels le Togo s'est pourtant aligné pour déterminer sa fiscalité minière ». Cela explique le nouveau projet de loi adopté par le Conseil des ministres. De nouveaux éléments ont été apportés à la loi n°96-004 du 26 février 1996 portant code minier en République togolaise modifiée et complétée par la loi n°2003-012 du 14 octobre 2003.

Au Togo, le secteur minier présente de nombreux enjeux. Le pays veut faire

de ce secteur un moteur de croissance économique. Son développement fait partie des axes stratégiques du Plan national de développement (PND). En effet, l'axe 2 du Plan prévoit le développement des pôles de transformation agricole, manufacturiers et d'industries extractives.

Selon le communiqué du Conseil des ministres, le code minier new-look de la République togolaise a « introduit dans la liste des définitions, les nouveaux concepts retenus par le code minier de l'Uemoa et renforce les sanctions prévues, en les alignant sur les dispositions du nouveau code pénal, afin de dissuader les activités illicites dans le secteur. Le code ainsi renforcé permettra au secteur minier de contribuer davantage à l'atteinte des objectifs du Plan national de développement,



Une exploitation minière

notamment les Axes 2 et 3 ». De fait, l'Uemoa veut adopter un projet de code minier communautaire révisé. Le 29 juin dernier, les ministres chargés des Mines des Etats membres de l'Uemoa ont approuvé le projet de Règlement portant adoption du Code Minier communautaire révisé de l'Union. Ils ont tout de même souhaité la suppression du paiement du droit de douanes au taux de 5% correspondant à la catégorie 1 du Tarif extérieur commun (Tec) en phase de recherche

; la non stabilisation des questions relatives aux droits de l'Homme, à la santé, à la sécurité, à l'emploi, aux aspects environnementaux et sociaux et tous les droits, impôts et taxes y afférents.

Les ministres de l'espace ont aussi évoqué la nécessité de rendre opérationnel le protocole de convergence entre la Cedeao et l'Uemoa en ce qui concerne le Code minier des deux institutions; la nécessité d'une synergie d'actions des Etats membres dans

la gestion de l'exploitation artisanale. La gestion efficace de la participation de l'Etat dans le capital des sociétés d'exploitation préoccupe également les ministres de ce secteur qui recommandent de mettre en place un mécanisme pour une meilleure prise en compte de la participation des sociétés privées nationales dans le capital des sociétés d'exploitation et l'amélioration des règles encadrant la question de la sous-traitance.

Félix Tagba

Alimentation scolaire**Un nouveau financement et un nouveau cadre juridique**

Le gouvernement togolais veut mettre en place un cadre juridique dans le cadre de l'alimentation scolaire. Ce cadre vise à réglementer ce secteur et à favoriser un encadrement efficace de l'alimentation scolaire au Togo.

Depuis 2008, le Togo développe des projets dans le cadre de l'alimentation scolaire. L'un des projets mis en œuvre dans ce domaine est le Projet de développement communautaire et de filets sociaux (PDC+). Pour cette année 2019, ce projet a bénéficié d'un financement de 13,7 milliards de francs CFA de la Banque mondiale. 25% des élèves des zones défavorisées sont touchés par ce projet.

91 319 élèves ont bénéficié du programme des cantines scolaires mis en œuvre dans le cadre du projet Filets sociaux et services de base (FSB) pour le compte de l'année scolaire 2017-2018 avec au total 7 089 359 repas servis. La mise en place des cantines scolaires vise à accroître l'accès des

enfants des communautés les plus pauvres du pays à des repas scolaires réguliers. Le projet permet d'améliorer la fréquentation et la rétention dans les écoles. L'initiative a donc permis d'augmenter le taux de fréquentation scolaire de 9,4% dans les zones concernées par le projet.

Selon le gouvernement togolais, « l'alimentation scolaire constitue un des filets sociaux majeurs de la politique de protection sociale du Togo, dont l'intensification contribuera à accélérer l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD) ». C'est dans cet optique que le gouvernement veut réglementer ce secteur en mettant en place un cadre juridique pour un encadrement efficace. Ce cadre juridique pour



Des élèves dans une cantine scolaire

l'alimentation scolaire au Togo est conforme aux recommandations de l'Union africaine pour le financement durable des initiatives d'alimentation scolaire à travers la mise en place de lignes dédiées

dans les budgets nationaux de ses pays membres. Le cadre définit les conditions d'approvisionnement et de stockage des denrées alimentaires, l'hygiène et la sécurité sanitaire. Il précise également la responsabilité

des différents acteurs et le cadre de gestion et de pilotage. Le non-respect des mesures d'hygiène et de sécurité, le détournement des ressources seront passibles de sanctions.

Félix T.

Secteur de l'énergie

Vers un accès pour tous à l'électricité au Togo

En 2015, les réformes et les initiatives du gouvernement togolais ont permis d'améliorer le taux d'électrification sur le territoire national, passant ainsi de 18% pour à 33% (2% à 6% en milieu rural). Aujourd'hui (en 2019), les ambitions ajoutées aux efforts des autorités togolaises ont fait grimper les performances. Selon le Premier ministre togolais, Selom Klassou, le taux d'électrification du pays a connu un accroissement allant à 38%. Le Togo a l'ambition d'atteindre un taux d'électrification de 50% à l'horizon 2020 et de 90% en 2030. Une ambition pour laquelle les autorités se battent à travers un programme de modernisation du circuit de distribution des énergies. Comment les autorités togolaises prévoient-elles à travers ce programme, raccorder des foyers et installer l'éclairage public dans les secteurs urbains et ruraux ?

Les autorités togolaises visent aujourd'hui à améliorer les capacités de production d'énergie locale disponible à la consommation. Cette amélioration requiert la mise en place de

financements conséquents nécessaires à la réalisation. L'investissement dans des nouvelles centrales et systèmes : microcentrales hydroélectriques, solaire, éolien, biomasse.

L'électrification, les progrès sont notables



Marc Ably-Badamon, ministre togolais de l'Énergie

Entre 2007 et 2013, le nombre des abonnés à la Compagnie d'énergie électrique du Togo (CEET) est passé de 141 339 à 224 168, soit une progression de 58% sur la période. En 2013 et 2014, des dizaines de nouveaux villages ont bénéficié de programmes d'électrification rurale. Le lancement de la centrale de production de Contour global, en octobre 2010, en réponse aux crises énergétiques de 1998 et 2006, a permis de diminuer considérablement le nombre et la fréquence des délestages. Mais les coûts de production restent très

élevés et fortement dépendants du prix du fuel. Un projet de gazoduc pour l'Afrique de l'ouest, en cours depuis plusieurs années, a permis de réduire les coûts de production. Afin d'améliorer le niveau d'électrification sur l'ensemble du territoire, le ministère des Mines et de l'énergie a élaboré des stratégies d'actions à court et à moyen terme et conduit plusieurs projets dont la construction de ligne haute tension 161 KV Kara - Mango - Dapaong et le projet de construction d'une centrale thermique à charbon de 200 MW à Lomé.

L'électrification en milieu ruraux

Le problème principal que rencontrent les populations en ce qui concerne l'électrification en milieu rural est lié aux coûts d'installation du compteur pouvant

atteindre jusqu'à 120.000 francs CFA selon les localités. Pour pallier cette difficulté, la CEET propose des offres avantageuses. L'Etat, de son côté, a mis en place depuis



plusieurs années un tarif social de l'énergie. En 2013 et 2014, plusieurs réalisations notables, achevées ou en cours de réalisation, permettent de faire progresser le taux d'accès à l'électricité en milieu rural et semi-urbain : la finalisation du projet Exim Bank of India phase I, lancée en 2008: raccordement de 75 villages sur l'ensemble du territoire. Le dernier village a été raccordé en février 2014. Exécution du projet Exim Bank of India phase II, démarré en 2014 : raccordement de 69 localités rurales supplémentaires. Signature d'un accord de prêt avec la Banque islamique de développement pour le raccordement d'une cinquantaine de localités. Mise en œuvre d'un projet transfrontalier d'électrification de 42 localités en milieu rural et semi-urbain incluant l'installation des compteurs et appuyé par l'Union européenne. Création d'une structure dédiée à l'électrification en milieu rural. Electrification de 22 villages par des systèmes solaires photovoltaïques. A Abobo par exemple, au total 4,2 km de réseau (base tension), 5 km de réseau (moyenne tension) ont été construits et 30 lampadaires installés ont été réceptionnés pour un coût global de 120 millions de

francs CFA. Ces activités à Abobo qui prévoient encore un raccordement de près de 150 ménages, rentrent dans la droite ligne de la vision de la politique nationale de l'énergie. L'objectif affiché est d'assurer, à l'horizon 2030, à toute la population l'accès à une énergie propre de qualité, compétitive qui préserve l'environnement en mettant tout en œuvre pour développer un système performant et durable d'approvisionnement en énergie basé sur des initiatives publiques et privées individuelles et collectives capables de promouvoir le développement économique et social du Togo. Il s'agit selon le ministère, d'atteindre les objectifs de l'ODD qui visent l'accès universel à tous, à une énergie viable de qualité. Depuis 2009, le réseau d'éclairage public a été renforcé sur l'ensemble du territoire national. En plus des lampadaires classiques, 13.000 lampadaires solaires ont été installés ces derniers mois. Ce qui a permis de garantir la sécurité dans ces localités, de réduire les accidents de circulation, de faire émerger des activités génératrices de revenus le long des artères éclairées pour les populations et enfin de contribuer à améliorer les résultats scolaires.

L'électrification en milieu urbains

Depuis 2009, plusieurs chantiers, financés sur fonds propres de l'Etat, ont vu le jour afin de doter les grandes villes du pays d'un système d'éclairage public digne de ce nom. Ces actions sont coordonnées par le Plan stratégique du sous-secteur de l'énergie électrique (2010). La stratégie a été conçue en trois phases : phase I (depuis 2009): les principales artères de Lomé sont

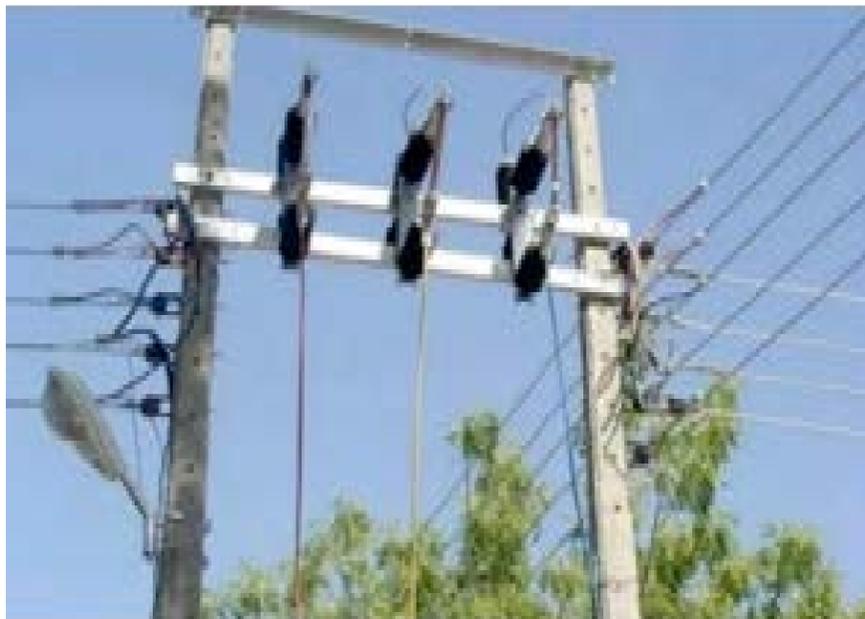
éclairées, phase II (depuis 2011): les rues principales des 5 chefs-lieux de région sont éclairées et la phase III (depuis 2014): l'électrification de plusieurs villes secondaires est en cours.

En 2014, 500 millions de francs CFA sont programmés pour permettre l'installation de stations relais de la TVT dans 6 villes du centre et du nord du Togo afin d'étendre la couverture de diffusion et de

réception de la télévision publique, dans un souci permanent de rééquilibrage entre les régions. Par ailleurs dans le cadre du projet hydroélectrique d'Adjarala (Togo-Bénin), il est prévu la

construction d'une centrale de 147 MW, estimée à US\$503 millions soit 237 milliards de francs CFA, avec une contribution de la Banque mondiale.

Soutien de la Banque mondiale aux réformes du secteur de l'électricité au Togo



Circuit électrique

La Banque mondiale a approuvé, en décembre 2017, un crédit de l'Association internationale de développement (Ida) d'un montant de 35 millions de dollars (soit environ 20 milliards de francs CFA) afin d'appuyer les investissements dans le secteur de l'énergie entrepris par le Togo. Ce financement, destiné au Projet de réforme et d'investissement dans le secteur de l'énergie (Priset), permettra d'améliorer le fonctionnement de ce secteur et d'élargir la couverture d'électricité à Lomé. Cette opération bénéficiera à plus de 80 000 foyers et petites entreprises des zones urbaines et périurbaines de la capitale, qui obtiendront ainsi des heures supplémentaires de raccordement au réseau pour un voltage plus puissant, et pourront faire fonctionner correctement leurs appareils électriques. « Le Priset aidera

le Togo à accroître l'accès à une électricité fiable et relativement bon marché, la réalisation de ces deux objectifs étant essentielle pour le développement des entreprises, la création d'emplois, la génération de revenus et la compétitivité internationale. Ce projet permettra en outre à ce secteur d'améliorer sa gestion financière, ce qui encouragera les investissements privés », explique Pierre Laporte, directeur des Opérations de la Banque mondiale pour le Togo. Aujourd'hui, le principal défi du Togo est d'être autonome sur le plan énergétique et de garantir une électricité fiable et abordable.

Aussi existe-t-il diversification des sources d'énergie, en particulier au profit des énergies propres et renouvelables. Précisément, le Priset financera la remise en état et le renforcement des lignes



moyenne et haute tension à Lomé, ainsi que l'extension du réseau et l'installation de nouveaux raccordements. Il s'attachera à réduire les pertes commerciales et techniques de la Compagnie d'énergie électrique du Togo (CEET) ainsi qu'à améliorer sa gestion, tout en augmentant ses flux de trésorerie et ses résultats financiers grâce à un meilleur recouvrement des factures. Le nouveau projet vient soutenir la réforme du secteur énergétique portée par le gouvernement togolais et constitue le premier investissement de la Banque mondiale dans le secteur

énergétique togolais depuis les années 90. Il s'inscrit dans la ligne du cadre de partenariat entre le Groupe de la Banque mondiale et le Togo, ainsi que dans le double objectif de réduction de la pauvreté et de partage de la prospérité. Ce nouveau projet s'aligne enfin sur la stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (Scape) promue par le pays ainsi que sur son plan national de développement (PND 2018-2022) actuellement en cours d'élaboration.

Source : banquemondiale.org

Une politique pour un développement des énergies renouvelables

Résolument engagé en faveur d'une politique respectueuse de l'environnement et soucieux d'assurer son indépendance énergétique, le Togo investit dans la recherche et le développement des énergies renouvelables, notamment l'énergie éolienne à travers une concession de 22 ans accordée à Delta Wind Togo pour construire et exploiter une centrale éolienne. L'énergie solaire : des études de faisabilité sont en cours à Kara avec la Compagnie électrique du Bénin (CEB) avec l'appui de l'Uemoa. Les microcentrales hydroélectriques : une trentaine de

sites valorisés sur les principaux fleuves. La biomasse et l'utilisation des déchets organiques : des appels d'offres lancés pour des projets pilote de petites puissance sont en cours.

La Compagnie énergie électrique du Togo (CEET) est la société de distribution de l'énergie électrique dans le pays. La vision de cette compagnie créée depuis 1963 est d'apporter de l'énergie électrique partout dans le pays dans le respect de l'environnement et les exigences des clients.

Réalisé par Attipoe Edem Kodjo

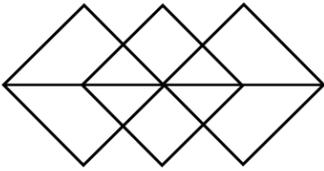
COMMUNIQUE

UEMOA, huit pays, un destin commun. 1994-2019 : 25ème anniversaire sous le thème : « 25 ans de progrès vers l'intégration régionale, ensemble pour relever le défi de la libre circulation des personnes et des biens ».

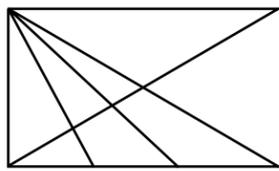
Célébrons l'intégration avec le Bureau de Représentation de la Commission de l'UEMOA au Togo en collaboration avec le Ministère de l'Économie et des Finances, le 1er août 2019 à Lomé.

Au programme : Conférence à l'Université de Lomé, Conférence de presse au siège de la Représentation et un dîner.

Jeux:



a) Combien de carrés?



b) Combien de triangles?

Pensées du jour

Les gens peuvent détruire ton image, salir ta personnalité, créer des rumeurs sur toi, mais ils ne peuvent pas emporter tes bons actes. Parce que peu importe la façon dont ils te décrivent, tu seras toujours admiré(e) par ceux qui te connaissent mieux



L'homme est l'espèce la plus insensée, il vénère un Dieu invisible et massacre une nature visible ! Sans savoir que cette nature qu'il massacre est ce Dieu invisible qu'il vénère !

Hubert Reeves

Si tu veux aller très loin :

1 / Méfie-toi des amis qui attendent ton élévation avant d'avoir ton temps.

2/ N'oublie jamais ceux qui ont cru en toi quand tu n'étais rien

Ceux qui sont morts hier avaient des plans pour ce matin, et ceux qui sont morts ce matin avaient des plans pour ce soir.

Ne prend rien pour acquis. En un clin d'œil, tout peut changer.

Alors pardonne et aime de tout ton cœur car tu ne sais jamais si tu auras le temps de le faire encore une fois.

C'est notre pensée pour vous ce matin

Sauriez-vous résoudre l'énigme ci-dessous?

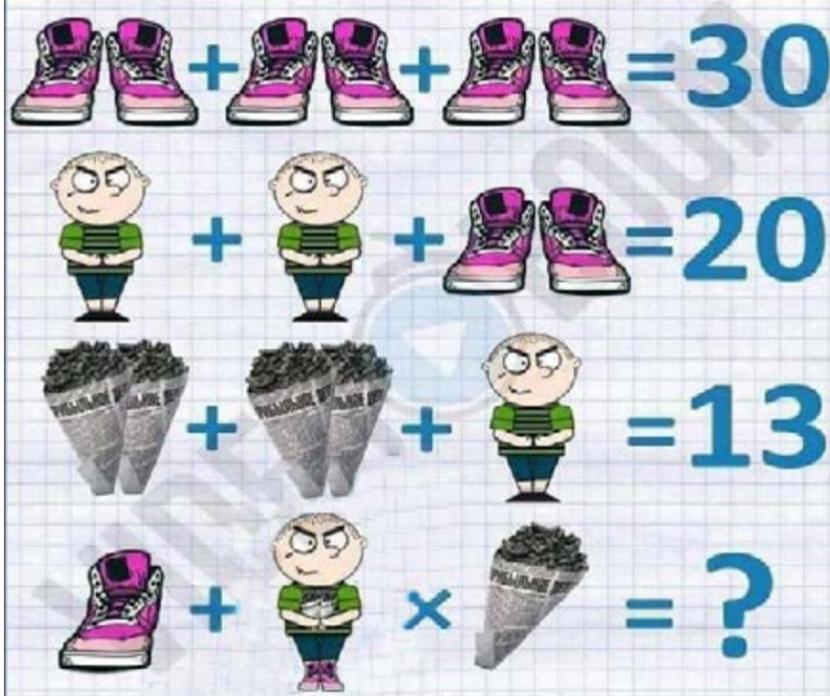


Photo du jour



Commentez la photo ci-dessus

Les bons plans et les bonnes adresses

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
EMSTOGO (Tél: 22 26 70 51)
FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20
TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11
TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
HORLOGE PARLANTE; Tél: 116
CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63
LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30
AFT (Africa Fitness Time) Qt: Décon. Tél: 97 99 79 19
BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72
GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél: 90 04 76 60
GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél: 22 35 18 28
GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél: 22 71 49 70

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com

Larry Event Day (LED)

Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel
Communication, Location d'espaces
Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB
RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
LE CHAMPION SUPER MARCHÉ
(Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)
MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)
PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 79 19
COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90
COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE « LES ANGES »; Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75
CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél : 90 15 39 87
SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)
Tél: 22 40 04 99

Pharmacies de garde de Lomé du 29 /07/ au 05 /08/ 2019

ST RAPHAEL ATIKPODJI 22218426
BEL AIR HÔTEL PALM BEACH 22210321
STE RITA DOULASSAMÉ 22209016
PORT SAKAWA 22276188
OCAM RUE DE L'ENTENTE 22216205
HORIZON NYÉKONAKPOÈ 22 20 42 42
AVE MARIA CHU TOKOIN 22223301
CAMPUS ADEWI 22215632
STE MARIE TOKOINRAMCO 22218558
PROSPERITE (DPJ) 23388425
GBEZE BD JEAN PAUL II 22263261
BAH HEDZRANAWÉ 22260320
ST PIERRE HEDZRANAWÉ 22261973
PEUPLE MARCHÉ NUKAFU 22268422
UNION BE KPOTA 222771 64
O GRAIN D'OR ZORROBAR 22700690
ELIBERCA ADIDOGOMÉ 99911342
LA REFERENCE ADIDOGOMÉ 22511212
BONTE ROUTE DE SEGBE 93958078
MAGNIFICAT YOKOEE 7 0 4 4 5 1 5 9
ST JOSEPH BE KLIKAME 22257465
NATION TOTSI 22259965
ENOULI AGBALEPEDOGAN 22259068
LAUS DEO LÉO 2000 22251505
ARCENCIELAGOÈ TÉLESSOU 70425000
MAINA CARREFOUR Y J 71 0436534
ST MICHEL AGOENYIVÉ 22517022
NOTREDAMEDE LOURDESANOME 22551964
VITASAGOÈ ASSIYÉYÉ 22256343
ABRAHAM KOSSIGAN 22501000
MAWUNYO SOGBOSSITO 70423464
TCHEP'SON TOGBLÉKOPÉ 70429441
ZOSSIME ZOSSIMÉ 70462664
BAGUIDA BAGUIDA 70424777
AVEPOZO AVEPOZO 22270486

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tel: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Pièce de Théâtre/ Giovanni Houansou

« Les inamovibles » ou le retour illusoire de « ceux qui partent »

L'artiste, dit-on, est le miroir de la société. Un sujet, aussi sensible soit-il, l'écrivain a ce rôle de le traiter pour le grand bien de sa communauté. De nombreux auteurs ont abordé la thématique de « l'immigration » dans leurs ouvrages. Bien souvent, les écrivains abordent le phénomène de l'immigration sous l'angle « des causes » et « des conséquences ». L'auteur béninois Sèdjro Giovanni Houansou l'aborde sous un autre aspect. Ainsi son texte « Les inamovibles » est un « cri de colère » et un « hommage » à tous ceux qui ont disparu sur la route migratoire Sud-Nord. Les auditeurs de « Radio France internationale » ont eu l'exclusivité de la lecture de « Les inamovibles » de Sèdjro Giovanni Houansou, le 28 juillet dernier.

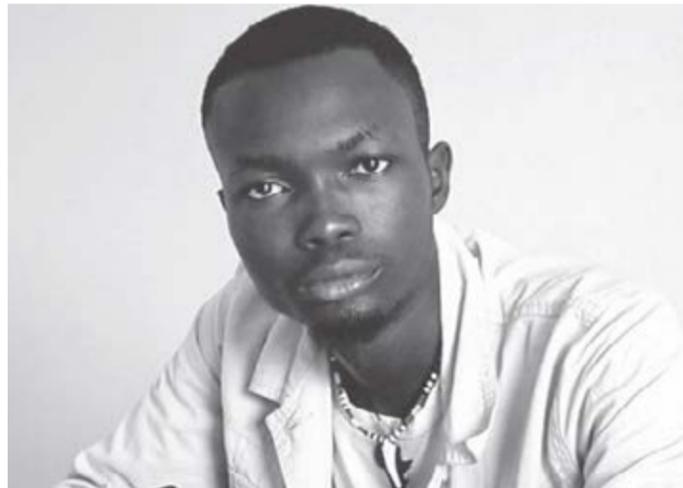
L'immigration est un sujet de l'heure. Et pour Sèdjro Giovanni, il est temps que le sujet soit vu autrement. Toutes ces âmes effondrées à tout jamais dans la mer Méditerranée sont un fait et le retour des immigrés dans leur pays natal en un autre. L'auteur béninois a déplacé le regard sur la « migration » et l'a racontée du point de vue de « ceux qui partent et ceux qui restent ». En sept mouvements (scènes), la pièce nous transporte dans un espace collectif variable, tout en pénétrant dans la profondeur des personnages.

Au-delà de la migration, la pièce « Les inamovibles » raconte le vécu de ceux qui sont partis et ceux qui restent. Malik s'est jeté sous un train, pour ne pas rentrer au pays la tête basse, au pays où l'attend son père en compagnie d'autres parents des exilés. Lamine, un autre

migrant, rêve de rentrer au pays, mais il est parfois aussi compliqué de rentrer que de partir. Cette pièce est une réflexion sur les conditions de vie des migrants une fois sur leur « terre d'accueil » (Europe) et aussi les perspectives de retour sur leur « terre natale » (Afrique). Tout au long de ce texte sacré « Prix Rfi Théâtre » 2018, le dramaturge Giovanni nous fait vivre l'espoir déchu de ceux qui sont partis, leur retour quasiment « impossible », de même que l'attente désespérée de ceux qui restent. En effet, ceux qui restent espèrent le retour de ceux qui sont partis, bien fortunés. Or, ce n'est pas toujours le cas. L'immigration n'est donc pas le synonyme de l'aisance ou encore de réussite. Tel est le revers de la migration. Et ceux qui restent en Afrique ne le reprennent pas. A travers « Les inamovibles », Houansou décrit l'amertume de ceux qui sont partis, au point de ne plus rentrer dans leur

pays. Au risque d'être un sujet de moquerie. Dans un passage, le dramaturge nous fait voyager dans un espace collectif de jeunes africains qui pensent que la France ou la Suisse est mieux que la Guinée ou encore le Bénin. « Mourir en Afrique », disent-ils est un gâchis alors que « mourir en Occident » est un privilège. Cela peut paraître ironique, on peut lire le désespoir de ces jeunes africains qui reprennent ce « chemin » du « non retour » pour un lendemain meilleur. A qui la faute ? A qui profite la migration ? A quand la fin de la migration ? De telles questions, cet ouvrage peut en susciter.

Et si ce bonheur en Occident n'est qu'une illusion vendue ? « Les inamovibles » est l'histoire de sentiments et de ressentiments. Les sentiments des personnes qui sont parties et le ressentiment, la colère des jeunes en Afrique qui pensent à tort ou à



Sèdjro Giovanni Houansou

raison qu'il faut qu'ils partent forcément de l'Afrique pour être heureux.

Sèdjro Houansou, la force tranquille de l'Afrique

Pour avoir traité d'un sujet de l'heure qui enquiquine le monde entier, Sèdjro Giovanni Houansou est en train de devenir l'une des références du théâtre en Afrique. Le jeune béninois a commencé sa carrière artistique comme comédien avant de se tourner vers la mise en scène et l'écriture. Qualifié de « faux timide » par les médias, Sèdjro Houansou est l'auteur de plusieurs pièces dont « 7 milliards de voisins », publiée aux éditions « Plurielles » en 2012. Deux fois finaliste du « Prix théâtre RFI » pour ses pièces « Courses au soleil » (2016) et « La Rue Blue » (2017), il remporte finalement le

prix en 2018 avec « Les inamovibles ». Réservé, et à la fois drôle, Giovanni se définit lui-même comme un auteur très engagé à « écrire l'Afrique socioculturelle et politique ». Il organise avec l'association Sudcréa « Les Embuscades de la scène » pour donner une première chance de diffusion aux jeunes metteurs en scène au Bénin, ainsi que « Les didascalies du monde » où se tiennent chaque mois des lectures publiques de textes d'auteurs francophones. Le dramaturge est le fondateur de la plateforme « beninrea.net » pour favoriser la diffusion des opportunités artistiques sur le continent. « Les inamovibles » de Sèdjro Giovanni Houansou est publié aux éditions Tapuscrit/Théâtre ouvert en 2019.

Nadia Edodji

Lire

« Nana » d'Émile Zola. Ed Beq, Collection À tous les vents. Pp 383-385

« ...Ah ! dit-elle simplement. Comment, tu ne savais pas ça ! Sa femme couche avec Fauchery, ma chère... Ça doit avoir commencé à la campagne... Tout à l'heure, Fauchery m'a quitté, comme

je venais ici, et je me doute d'un rendez-vous chez lui pour ce soir. Ils ont inventé un voyage, je crois.

Nana demeurait muette, sous le coup de l'émotion. Je m'en doutais ! dit-elle enfin en tapant sur ses cuisses. J'avais deviné, rien qu'à la voir, l'autre fois, sur la route... Si c'est possible, une femme honnête tromper son

mari, et avec cette roulure de Fauchery ! Il va lui en apprendre de propres. Oh ! murmura Daguinet méchamment, ce n'est pas son coup d'essai. Elle en sait peut-être autant que lui. Alors, elle eut une exclamation indignée. Vrai !... Quel joli monde ! c'est trop sale ! Excusez ! cria un garçon chargé de bouteilles, en les séparant. Daguinet

la ramena, la retint un instant par la main. Il avait pris sa voix de cristal, une voix aux notes d'harmonica qui faisait tout son succès auprès de ces dames. Adieu, chérie... Tu sais, je t'aime toujours. Elle se dégagea ; et, souriante, la parole couverte par un tonnerre de cris et de bravos, dont la porte du salon tremblait : Bête, c'est fini... Mais ça ne fait rien. Monte

donc un de ces jours. Nous causerons. Puis, redevenant très grave, du ton d'une bourgeoise révoltée : Ah ! il est cocu... Eh bien ! mon cher, c'est embêtant. Moi, ça m'a toujours dégoûtée, un cocu. Quand elle entra enfin dans le cabinet, elle aperçut Muffat, assis sur un étroit divan, qui se résignait, la face blanche, les mains nerveuses... »

Effets du changement climatique

Menaces de criquets pèlerins sur le Yémen et la corne de l'Afrique

Dans une récente interpellation rendue publique le 25 juillet dernier, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) mettait en garde contre le risque d'invasion de criquets pèlerins au Yémen et dans la corne de l'Afrique. Une situation favorisée par le changement climatique.

**Un essaim de criquets pèlerins**

La saison estivale de reproduction de criquets pèlerins, amplifiée par de fortes pluies, pourrait présenter une grave menace pour les zones de production agricole au Yémen, au Soudan, en Erythrée, dans certaines parties de l'Éthiopie et au nord de la Somalie lors des trois prochains mois. Cela pourrait également avoir des répercussions négatives sur les rendements saisonniers agricoles et sur les économies locales, en affectant la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des populations dans les pays concernés. Cette année, des opérations de contrôle intensives sur le terrain et par voie aérienne ont été effectuées en Iran, en Arabie Saoudite et au Soudan et ont permis de réduire la présence de criquets pèlerins. Néanmoins, ces opérations n'ont pas réussi à empêcher complètement la formation d'essaims et le déplacement de ces derniers vers les zones traditionnelles de reproduction estivales au Yémen, au Soudan, dans

la corne de l'Afrique et le long de la frontière indo-pakistanaise. Si cette situation s'aggrave dans ces régions, la formation d'essaims pourrait menacer la production agricole d'ici la fin de l'été. Il serait suivi par des augmentations d'essaims le long de la mer rouge au cours de la prochaine saison hivernale débutant en novembre.

Une menace à ne pas prendre à la légère

Après être devenus aériens, des essaims regroupant plus de dix millions de criquets peuvent parcourir jusqu'à 150 km par jour, le vent aidant. Les criquets pèlerins ont une durée de vie d'environ trois mois et un criquet pèlerin femelle peut pondre jusqu'à 300 œufs. Un criquet pèlerin adulte consomme une quantité de nourriture fraîche équivalente à son propre poids chaque jour. Cela fait près de 2 g par jour. Un tout petit essaim consomme la même quantité de nourriture en une journée que près de 35 000 personnes.

Le Yémen, pays touché actuellement par la pire crise humanitaire au monde, est le plus concerné et à risque d'une infestation généralisée de bandes larvaires et de fortes pluies pouvant entraîner des formations d'essaims, et ce, dès cette semaine. Cela pourrait avoir pour effet de voir émerger une autre génération de reproducteurs d'ici la fin du mois d'août, si les conditions climatiques demeurent favorables à la reproduction des criquets. Au pire des cas, en automne, les essaims de criquets pourraient migrer du Yémen vers la corne de l'Afrique pour finalement atteindre le Kenya d'ici la fin de l'année, à moins que des mesures préventives de contrôle ne soient prises de manière urgente dans la région. Au nord-est de la Somalie, des essaims matures de criquets ont été signalés à divers endroits ces dernières semaines. Les criquets ont provoqué des dégâts majeurs sur les cultures. Des bandes larvaires sont maintenant en train de se former le

long de la côte nord-ouest et probablement sur la côte nord-est à partir des œufs laissés par les essaims. Cette situation pourrait donner lieu à la création de nouveaux essaims d'ici la fin août. Des phénomènes semblables devraient apparaître dans l'est de l'Éthiopie, lorsque des groupes de criquets adultes vont se diriger de la région Amhara au nord du pays vers les zones de reproduction estivales à l'ouest de l'Erythrée et à l'intérieur du territoire soudanais. Quant au Soudan, nombreuses sont les populations adultes de criquets à être présentes dans la vallée du Nil, tandis que des populations adultes sont apparues récemment et de manière dispersée sur la côte de la mer rouge et au nord du Kordofan, là où les reproductions estivales ont lieu.

Nécessité de freiner la propagation des criquets

Des opérations urgentes de contrôle des criquets pèlerins sont indispensables afin de protéger les cultures, d'atténuer les risques d'invasion au Yémen et empêcher les essaims de criquets d'envahir les pays voisins. Au Yémen, les opérations de contrôle sont freinées par l'insécurité qui prévaut dans les zones de reproduction des criquets et par le manque d'équipements et de fonds opérationnels.

Afin de remédier partiellement à la situation, la FAO a pu mobiliser 100 000 dollars grâce au soutien de la Belgique à travers le Fonds spécial pour les activités d'urgence et le

relèvement (SFERA) et 200 000 dollars issus de ses propres ressources. Cela lui a permis de mettre en œuvre une campagne anti-criquets. La FAO travaille déjà à mettre en place des mesures urgentes afin de renforcer les opérations de surveillance et de contrôle dans les zones de reproduction.

La FAO a également commencé à acquérir de l'équipement supplémentaire en vue de renforcer les capacités du ministère de l'Agriculture, afin de mieux contrôler les populations de criquets dans les zones infestées. De plus, la FAO a lancé un appel général à la communauté internationale.

Les premiers bénéficiaires sont les agriculteurs, les éleveurs de bétail et les populations nomades vivant dans les zones infestées. L'objectif est bien entendu de protéger leurs moyens d'existence et d'empêcher les éventuels dégâts que pourraient causer des invasions de criquets plus importantes sur leurs productions agricoles et leurs pâturages.

La FAO appelle tous les pays à surveiller leurs champs en organisant régulièrement des inspections sur le terrain et en prenant les mesures de contrôle nécessaires lorsque des invasions importantes de criquets sont détectées. Cela est très important, parce que si la corne de l'Afrique est menacée, c'est toute l'Afrique notamment la sous-région ouest africaine et le Togo qui sont menacés.

Edem Dadzie

Source : service de presse de la CCNUCC

Préservation de la planète

Elle continue d'envoyer désespérément des signaux d'alerte

Pour beaucoup, les environnementalistes et les scientifiques sont trop alarmistes. D'autres sont tout simplement sceptiques quant aux risques que coure la planète. Et pourtant, il ne s'agit pas d'une fiction. La planète elle-même continue d'envoyer des signaux.

Il y a quelques jours à peine, plusieurs pays occidentaux dont la France ont vécu des vagues de chaleur sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Des températures dépassant les 40°C dans des pays qui sont connus pour leur fraîcheur

légendaire. Plus besoin de scientifiques pour admettre qu'il y a quelque chose qui ne va pas.

Espérons en tout cas que cela va pousser certains de ces pays qui sont les plus gros pollueurs

et consommateurs des ressources de la planète à arrêter de tourner en rond. D'ailleurs, le jour de dépassement, c'est-à-dire la date à laquelle l'humanité a fini de consommer l'ensemble des ressources qu'elle est en mesure de



La canicule était encore au rendez-vous cette année

général pendant un an est intervenu cette année le 29 juillet, alors que l'année dernière, c'était le 1er août.

La planète continue donc d'envoyer des signaux d'alerte et il faut l'écouter.

E. Dadzie

« Dunenyo Za »

L'édition 2019 lancée

Les communautés Aflao, Agoè-Nyivé et Bè célèbrent cette année du 9 au 18 août à Agoè-Nyivé, la 3ème édition de la fête traditionnelle « Dunenyo Za ». La cérémonie de lancement de cette fête s'est déroulée le weekend dernier à Agoè.

« Les communautés Agoè-Nyivé, Bè et Aflao face aux défis du développement local », est le thème qui a été retenu cette année pour la fête « Dunenyo Za ». Ce thème, à en croire les initiateurs de cette fête traditionnelle, a pour objectif d'œuvrer pour l'émergence et l'affirmation de l'identité culturelle des peuples Agoè-Nyivé, Bè et Aflao, de contribuer à l'union des populations du grand Lomé pour leur développement culturel et

socio-économique. Selon le président du comité d'organisation de Dunenyo Za, Vincent Agbovi, c'est l'espace des communautés Aflao, Agoè-Nyivé et Bè (Grand Lomé) qui accueille toutes les administrations centrales, les grandes chancelleries, les entreprises privées et les institutions étatiques, mais il leur est difficile de relever les défis du développement socio-économique qui se posent à elles.

« Nous devons nous rassembler, mettre en synergie nos compétences et mutualiser nos actions pour contribuer à résoudre les différentes contraintes du développement local.

Dunenyo Za se révèle aujourd'hui comme le cadre idéal, sans doute, qui permet aux populations d'Agoè-Nyivé, Bè et Aflao de mieux se connaître et de renforcer les liens de solidarité et de fraternité qui les unissent autour des



La table des officiels à la conférence de lancement

défis de développement socio-culturel. Elle est également une opportunité pour les populations de se rappeler, avec fierté et

allégresse, de leur histoire, leurs richesses culturelles et traditionnelles », a-t-il expliqué.

ZAK

Le paludisme

Son traitement par la plante Artemisia

L'ONG luxembourgeoise « Iwwerliewen » en partenariat avec l'ONG américaine « Harold C. Smith » a organisé une conférence autour du thème « Le traitement du paludisme par la plante Artemisia ». Cette rencontre qui a réuni le Docteur en Science Pierre Lutgen et certains experts togolaise et d'autres invités autour de la plante « Artemisia » sur le traitement du paludisme.

L'un des points importants de l'action de l'ONG luxembourgeoise Iwwerliewen est la lutte contre les maladies tropicales. Néanmoins, lors de la réalisation de projets d'infrastructure, d'éducation ou d'aide sociale, l'association s'est rendue compte que souvent, les activités et les résultats étaient presque annihilés par l'impact de

ces maladies négligées. Ainsi, Iwwerliewen en concorde avec ses partenaires français a fait la connaissance avec les plantes de la famille des Artemisia. En effet, cette plante est connue pour avoir des vertus dans le traitement du paludisme. Des essais cliniques dans plusieurs pays africains, notamment en RD Congo, mais également à l'université d'Abomey-



La vue d'ensemble à la fin de la conférence

Benin, ont confirmé l'extraordinaire efficacité d'Artemisia, supérieure à celle des pilules ACT qui perdent leur efficacité en Asie et en Afrique. Les moyens financiers de l'ONG luxembourgeoise

« Iwwerliewen » étant limités, elle n'a pas pu vulgariser ses différents projets, que ce soit dans le domaine de l'éducation ou de la vulgarisation de la plante Artemisia en Afrique par ricochet au

Togo. Avec l'appui financier de la fondation américaine « Harold C. Smith », l'ONG luxembourgeoise « Iwwerliewen » va enfin réaliser ses projets.

Nadia Edodji

L'opposition togolaise

Suite de la page 3

Est-ce vraiment une famille comme l'affirme le Dr Georges William Kuessan ?

... Beaucoup de ses membres expliquent cela par le fait qu'il y a une diversité de philosophies et de courants politiques au sein de cette opposition. Ce n'est pas faux, mais une des conditions pour former une famille, une vraie, c'est de pouvoir maintenir une certaine cohésion et des liens

assez solides. Or, après l'épisode de la Coalition des 14, l'opposition est encore plus divisée que jamais. Ses anciens membres viennent de participer aux élections locales chacun de son côté. Après il semble qu'il y a un problème de report de voix qui les oppose. Le Dr Kuessan pense qu'il ne

devrait pas en être ainsi.

« Étant une famille, cela devrait être automatique que l'on se soutienne », argumente-t-il. Mais à un auditeur de lui demander : si vous étiez conscients d'être une famille, pourquoi aller aux élections en rang dispersés pour ensuite parler de soutien des

uns aux autres ? Pas de réponses convaincantes. En effet, l'auditeur a raison. Les membres d'une vraie famille restent toujours ensemble et font face ensemble aux difficultés. Ce n'est pas en tout cas ce que l'on peut constater à ce jour au sein de l'opposition. D'ailleurs l'opposition extra-parlementaire

est aujourd'hui complètement opposée à celle qui siège au sein de l'Assemblée nationale.

Alors, la question revient : l'opposition togolaise est-elle vraiment une famille ? Il revient à chacun d'y répondre.

Edem D.

TOUS À L'ÉCOLE

Le prêt pour payer l'école de vos enfants

BOA accompagne
la scolarité
de vos enfants

Jusqu'à
5*
mois
de scolarité

* Montant maximum de 10 millions de CFA francs



BANK OF AFRICA

Группе ВМБЕ BANK

